

Projet 24-032 Accord cadre à bons de commande  
relatif à l'exploitation et à la maintenance des installations de production, de traitement, de distribution et d'assainissement des  
eaux de tous les immeubles soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne  
(87)- CCTP



**MINISTERE DES ARMEES**



**SID Sud-Ouest Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense  
de BRIVE- LA-GAILLARDE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES  
(CCTP)**

MAÎTRE D'OUVRAGE

**MINISTERE DES ARMEES**

OBJET DU MARCHE

Accord cadre à bons de commande  
relatif à l'exploitation et à la maintenance des  
installations de production, de traitement, de distribution  
et d'assainissement des eaux de tous les immeubles  
soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze  
(19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne (87).

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET – SITES CONCERNES – PERIMETRE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DU MARCHE .....	4
1.2 - SITES CONCERNES.....	4
1.2.1. - La caserne Laporte à Brive-la-Gaillarde (19).....	5
1.2.2. - Le champ de tir du Chastanet à Brive-la-Gaillarde (19).....	6
1.2.3. - EGCA- Tulle.....	6
1.2.4 – Détachement du Matériel (19).....	6
1.2.5 Cellule de transmission de Saint Setiers (19) .....	6
1.2.6. - Le Camp de La Courtine (23) .....	6
1.2.7. - Le centre d'émission-réception de Saint Léger la Montagne (Sauvagnac) (87).....	8
1.2.8. – SAMHA à Limoges (87) .....	8
1.3 - PERIMETRE DES PRESTATIONS .....	8
<b>ARTICLE 2 - REGLEMENTATION – PLANS - ANNEXES.....</b>	<b>9</b>
2.1 - REGLEMENTATION APPLICABLE AU MARCHE .....	9
2.2 - PLANS JOINTS AU MARCHE.....	11
2.3. – DOCUMENTS JOINTS AU MARCHE .....	11
<b>ARTICLE 3 - FORMALITES D'ACCES - HORAIRES .....</b>	<b>11</b>
3.1 - FORMALITES D'ACCES .....	11
3.2 - HORAIRES.....	12
<b>ARTICLE 4 - REGLEMENTATION DU TRAVAIL .....</b>	<b>12</b>
4.1 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL .....	12
4.2 - RAPPEL REGLEMENTATION SECURITE DU TRAVAIL.....	13
4.2.1. – Plans de prévention .....	13
4.2.2. – Procédure en cas de sinistre .....	13
<b>ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>13</b>
5.1 - GENERALITES.....	13
5.2 - GARANTIE DE SECURITE DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS .....	14
5.3 - FORMALISATION DE « L'ALERTE » DANS LE CADRE DU SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU.....	14
5.4 - GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE .....	15
5.5 - OBLIGATION DE RESULTATS .....	15
5.6. – OBLIGATION DE MOYENS .....	15
5.7. – OBLIGATION EN PERSONNEL.....	16
<b>ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS (PRESTATION FORFAITAIRE F1).....</b>	<b>16</b>
6.1 - REUNION DE LANCEMENT DU MARCHE.....	16
6.2 – PRESTATIONS A REALISER.....	17
<b>ARTICLE 7.- SUIVI DES INSTALLATIONS (PRESTATION FORFAITAIRE F2) .....</b>	<b>18</b>
7.1 - OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE.....	18
7.2 - OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE .....	19
7.3 - MODALITES D'EXECUTIONS .....	21
7.3.1- Modalités d'exécution des prestations de dépannage .....	21
7.3.2- Services d'astreinte.....	22
7.3.3- Modalités d'exécution des prestations d'exploitation.....	22
7.3.4- Modalités d'exécution des prestations de réparation.....	23
7.3.5 - Modalités d'intervention d'urgence sur le Camp de La Courtine .....	23
7.3.6 - Enlèvement et traitement des déchets .....	23
7.3.7 - Transport des déchets.....	24

**Projet 24-032** Accord cadre à bons de commande  
relatif à l'exploitation et à la maintenance des installations de production, de traitement, de distribution et d'assainissement des  
eaux de tous les immeubles soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne  
(87)- CCTP

7.3.8 - Elimination des déchets .....	24
7.3.9 - Matériel employé .....	25
7.3.10 - Stockage temporaire.....	25
7.4 – REUNION DE COORDINATION SEMESTRIELLE.....	25
7.5 - REUNION DE CONCERTATION ANNUELLE ET RAPPORT .....	26
7.5.1 – Réunion annuelle.....	26
7.5.2 - Rapport annuel d'activités de maintenance .....	27
<b>ARTICLE 8 - RESTITUTION DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS (PRESTATION FORFAITAIRE F3) .....</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 9 - DOCUMENTS A FOURNIR.....</b>	<b>29</b>
9.1 DOCUMENTATION D'EXPLOITATION .....	29
9.1.1 - Manuel d'auto surveillance du système d'assainissement.....	31
9.1.2 – Bilan de fonctionnement .....	32
9.2 DOCUMENTS A REMETTRE A L'ADMINISTRATION : .....	32
9.2.1 - Livrets de suivi de maintenance .....	32
9.2.2 – Analyse de danger, programme d'autosurveillance et consignes d'exploitation .....	33
9.2.3 – Cartographie des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et des réseaux d'eaux usées et pluviales (EU/EP) et suivi des vannes et éléments de sécurité.....	34
<b>ARTICLE 10. – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE.....</b>	<b>34</b>
10.1 - Production d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) .....	34
10.2 - Station d'épuration.....	38
10.3 - Bacs à graisse et à fécules .....	39
10.4 - Fosses, micro-station et poste de relevage .....	39
10.5 - Séparateurs d'hydrocarbures, débourbeurs et dessableur.....	40
10.6 - Bassins d'orage et bassin de rétention .....	41
10.7 - Avaloirs, regards, canalisation, caniveaux, caniveaux à grille et décrottoir.....	41
10.8 - Réseaux eaux usées.....	41
10.9 Moines des étangs .....	41
10.10- Cuves AEP .....	42
10.11 - Cuves de neutralisation des acides.....	42
<b>ARTICLE 11. – LISTE DES EQUIPEMENTS ET PERIODICITE DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>42</b>
<b>ARTICLE 12 -MESURES DE PREVENTION – MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ...</b>	<b>42</b>
12.1 - MAITRISE DES RISQUES .....	42
12.2 - BILAN DES ACCIDENTS DU TRAVAIL .....	43
12.3 - MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	43
<b>ARTICLE 13 CLAUSE CYBER .....</b>	<b>43</b>
13.1 DISPOSITION CYBER.....	43

## INDICATIONS GENERALES

### ARTICLE 1 - OBJET – SITES CONCERNES – PERIMETRE DES PRESTATIONS

#### 1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour but de définir les prestations de maintenance des installations de production, de traitement, de distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine et à l'incendie, ainsi que des installations d'assainissement des eaux usées, eaux vannes et eaux pluviales des emprises militaires sur les places de Brive (19), Tulle (19), La Courtine (23), Sauvagnac (87) et Limoges (87).

La réalisation complète des prestations fixées par le CCTP constitue une obligation du titulaire et conditionne le paiement des sommes dues au marché. Dans le cas où les objectifs et résultats ne seraient pas totalement atteints, les paiements seront diminués des pénalités applicables indiquées à l'article 10 du CCAP.

Il est expressément convenu que le choix des moyens propres à atteindre les objectifs et résultats définis, et leur utilisation, relèvent exclusivement du titulaire et ne saurait en conséquence justifier le non-respect des objectifs demandés.

#### 1.2 - SITES CONCERNES

Les installations objet du présent marché sont implantées sur les sites ci-dessous :

Libellé	Adresse	Ville	Code G2D
Caserne LAPORTE	Rue Bernard Courtois	Brive-la-Gaillarde (19100)	190031002S
Champ de manœuvres du Chastanet	Lieu-dit Le Chastanet	Brive-la-Gaillarde (19100)	190031004U
Cellule transmissions de Saint-Setiers « AUDOUZE »	Lieu-dit Mont AUDOUZE	Saint-Setiers (19290)	190241001P
EGCA-TULLE	2 Rue Louis Druliolle	Tulle (19100)	190272019P
Détachement du Matériel	20 Rue 9 Juin 1944	Tulle (19100)	190272020Q
Camp de La Courtine	Lieu-dit la Courtine	La Courtine	230067001V

		(23100)	
Gueret-Caserne des Augustines	5 Avenue de Laure	Gueret (23 000)	230096002G
Centre de réception de Saint Léger la Montagne « CRSA SAUVAGNAC »	Lieu-dit de Sauvagnac	Saint-Léger-la-Montagne (87340)	870085032Y
SAMHA	22 rue de Châteauroux	Limoges (87280)	870085015H
ARCHIVES S A M H A	13 Rue Malinvaud	Limoges (87280)	870085041H

### **1.2.1. - La caserne Laporte à Brive-la-Gaillarde (19)**

- 1 bac à graisse au bâtiment n° 0045 (MESS).
- 1 débourbeur au bâtiment n° 0079 (zone de lavage).
- 1 bassin d'orage enterré sous le bâtiment n° 0024 (plateau multisports).
- 1 bassin d'orage aérien au bâtiment n° 0033 (à côté du BCC n° 0015).
- 1 bassin d'orage et décantation rétention enterré au bâtiment n° 0058.
- 1 bassin d'orage aérien au bâtiment n° 0076.
- 1 séparateur hydrocarbures au bâtiment n° 0007 (station carburant).
- 1 séparateur hydrocarbures au bâtiment n° 0079 (zone de lavage).
- 1 séparateur hydrocarbures au bâtiment BCC n° 0015.
- 1 séparateur hydrocarbures au bâtiment n° 0018 (soute produits pétroliers).
- 1 séparateur hydrocarbures au bâtiment n° 0058.
- 1 séparateur hydrocarbures au niveau du bassin d'orages n° 0076.
- 1 poste de relevage avec dégrilleur au bâtiment n° 0055.
- 1 poste de relevage avec dégrilleur au bâtiment n° 0058.
- 1 cuve de rétention au bâtiment 0079.
- Réseaux EU-EV, EP avec l'ensemble des avaloirs, regards et caniveaux.
- Réseaux AEP et bornes incendie.

### **1.2.2. - Le champ de tir du Chastanet à Brive-la-Gaillarde (19)**

- 2 cuves toutes eaux (bâtiment 0004 et 0040)
- Réseaux EU-EV, EP avec l'ensemble des avaloirs, regards et caniveaux.

### **1.2.3. - EGCA- Tulle**

- Réseaux EU-EV, EP avec l'ensemble des avaloirs, regards et caniveaux.
- 2 bornes incendie.

### **1.2.4 – Détachement du Matériel (19)**

- Réseaux EU-EV, EP avec l'ensemble des avaloirs, regards et caniveaux.

### **1.2.5 Cellule de transmission de Saint Setiers (19)**

- 1 Fosse toutes eaux (bâtiment 0037).

### **1.2.6. - Le Camp de La Courtine (23)**

*Les installations techniques en place sur le camp militaire de La Courtine d'une superficie de 6 300 ha sont réparties sur plusieurs sites :*

#### **▪ Les installations situées sur le camp bâti :**

##### **➤ Quartier Général BENOIT :**

- 1 station de traitement des eaux brutes et production EDCH (bâtiment 0110).
- 1 château d'eau destiné à la consommation humaine et à l'incendie (bâtiment 0132).
- 2 réservoirs dont le premier est destiné à l'incendie et le deuxième à la station de lavage (bâtiment 0324 et 0111).
- 1 réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et à l'incendie.
- 2 réserves bâches incendie et 25 poteaux incendies.
- 1 réseau d'assainissement unitaire qui collecte les eaux usées/eaux vannes et eaux pluviales avec l'ensemble des avaloirs, regards et caniveaux.
- 9 débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures (équipent les zones à risques de pollution spécifiques (parkings, station carburant, aire de lavage)  
(Bâtiments 0069, 0107, 0204, 0202, 0352, 0383, 0702, 0708, 0211).
- 5 fosses toutes eaux (bâtiments 0107, 0108, 0130, 0198).
- 2 cuves de neutralisation acides salles de charge batteries (bâtiments 0068 et 0081).
- 1 bassin et caniveau de décantation aire de lavage manœuvres. (Bâtiment 0138)
- 7 bacs à graisse (2 au bâtiment ordinaire 0116 ; 2 au bâtiment MESS 0164 ; 1 au bâtiment ordinaire 0280, 2 au bâtiment ordinaire/plonge 0077). L'ensemble du volume de matière à traité représente environ 8 m<sup>3</sup>.

- 1 Déssableur (Bâtiment 0161)
- 2 Cuves acides (Bâtiments 0068 et 0081)
- Camp du GRATTADOUR : îlots 17(CM78) et 18 (ancien hôpital):
  - 2 réservoirs pour l'incendie (cuves jumelées, bâtiments 0530 et 0532).
  - 1 réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine (à partir du réseau communal).
  - 1 réseau de distribution d'eau destinée à l'incendie.
  - 1 réseau d'assainissement EU/EP raccordé sur le réseau de la commune de La Courtine.
  - 1 citerne incendie.
- Le petit Breuil : îlot 19 (STEU)
  - 1 station de traitement des eaux usées 4700 EH qui reçoit les eaux usées/eaux vannes (EU/EV) et eaux pluviales (EP) du camp bâti en gravitaire par un réseau unitaire.
- Le Lombarteix – îlot 20 - zone de stationnement temporaire (ZSTMu) :
  - 1 château d'eau destinée à la consommation humaine (alimenté par le réseau communal) comprenant un surpresseur et poste de reprise pour le réservoir incendie (bâtiment 0609).
  - 1 réservoir d'eau incendie équipés de pompes (Bâtiment 0610).
  - 2 bassins réserves incendie (Bâtiment 0562 et 0561)
  - 1 réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et un réseau incendie.
  - 1 micro station d'épuration avec épandage et drain (bâtiment 0606) (prestation à réaliser au mois de juin)
  - 2 fosses toutes eaux (Bâtiments 0612 et 2050 (nouveau chenil).
- **Les installations situées sur le Camp de manœuvres :**
  - Village de combat de ST Maurice (îlot 22)
    - 1 fosse étanche (bâtiment 1069) (prestation à réaliser au mois de juin)
  - Aire de distribution tactique de carburants (IM 31)
    - 1 séparateur hydrocarbure avec caniveau (bâtiment 1176).
    - Aire de décrochage véhicules.
  - Zones de Captages et réseaux d'eau brute
    - 3 périmètres de captages avec regards et conduites d'eau brute (Prade de la Daigue, Ravin du Grand Pré et Saint Loup).
    - Local fontaine mère sur captage de St Loup.

- Réseau de 3 conduites fontes d'amenées eau brute vers station de traitement avec vannes de by-pass, vidanges et ventouses.

#### **1.2.7. - Le centre d'émission-réception de Saint Léger la Montagne (Sauvagnac) (87)**

- 1 fosse toutes eaux (bâtiment 0001).
- 1 cuve d'eau potable avec pompe d'injection de chlore (bâtiment 0006).
- 1 Poteau incendie
- Réseaux EU-EV, EP
- Regards et caniveaux avec l'ensemble des avaloirs

#### **1.2.8. – SAMHA à Limoges (87)**

- Réseaux EU-EV, EP
- 1 poteau incendie.
- Regards et caniveaux avec l'ensemble des avaloirs

### **1.3 - PERIMETRE DES PRESTATIONS**

Le périmètre des prestations s'étend sur l'ensemble des emprises :

- Pour les réseaux d'eau potable : à compter de l'unité de production pour les sites alimentés par un ou plusieurs captages d'eau relevant du ministère des armées ou du point de livraison (compteur) jusqu'à la distribution en pied de bâtiment pour les sites alimentés par un réseau public de distribution d'eau.
- Pour les réseaux (EU, EV, EP) et caniveaux : du pied de bâtiment jusqu'en limite de propriété ou jusqu'en sortie de station d'épuration appartenant au ministère des Armées, qu'ils soient enterrés ou apparents.
- Pour les séparateurs d'hydrocarbures, débourbeurs et dessableurs.
- Pour les bacs à graisse et à féculles.
- Pour les fosses et stations de relevage.
- Pour les bassins d'orages.
- Pour les moines des étangs.
- Pour les cuves de neutralisation des acides.
- Les installations électriques dédiées aux équipements ci-dessus (entre autres : séparateurs d'hydrocarbures, débourbeurs, dessableurs, bacs à graisse et à féculles, fosses, stations de relevage, usine de production, station de pompage, station d'épuration...).



Le titulaire du marché assurera les prestations dont il aura l'exclusivité conformément à la réglementation en vigueur et notamment à celle relative à la fourniture destinée à la consommation humaine (santé publique) et aux rejets en milieu naturel (environnement).

Sa mission sera de fournir à **l'utilisateur** des différents sites une eau remplissant toutes les normes en vigueur au niveau de la potabilité.

Le titulaire assurera la conduite des installations lors des interventions de maintenance en relation directe avec **le représentant du pouvoir adjudicateur** (Service Infrastructure de la Défense) représenté localement par les antennes de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Brive-la-Gaillarde qui a la mission du suivi et du contrôle des prestations du titulaire du marché.

Les prestations seront assurées conformément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et aux normes et réglementations en vigueur. En aucun cas, le titulaire ne peut se targuer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre de sa commande tout ou partie des travaux nécessaires au complet achèvement de cette prestation. Toutefois, le titulaire se doit de répondre scrupuleusement au présent cahier des charges. Il lui appartient ensuite d'apprécier l'importance et la nature des opérations complémentaires et de proposer grâce à ses connaissances professionnelles un plan annuel d'opérations permettant d'assurer un fonctionnement optimal de l'ensemble des installations.

Dans le cas où l'installation ne lui permettrait pas d'assurer le respect des normes relatives à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à l'assainissement en vigueur, le titulaire devra en faire part à l'USID et proposer les solutions envisageables pour atteindre l'objectif.

En cas de dysfonctionnement dans la prestation concernant la potabilité de l'eau, le titulaire doit immédiatement tout mettre en œuvre afin d'apporter les mesures correctives dans le respect des procédures de traitement des non-conformités.

Les références des installations techniques et la quantité des équipements peuvent être amenées à varier en cours de marché. La prise en compte de ces modifications donnera lieu à la rédaction d'un avenant au marché.

## **ARTICLE 2 - REGLEMENTATION – PLANS - ANNEXES**

### **2.1 - REGLEMENTATION APPLICABLE AU MARCHE**

Les règlements, normes et documents en vigueur concernant les installations définies au marché, s'appliquent intégralement qu'il s'agisse de prestations de maintenance préventives ou correctives.

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent cahier des clauses techniques particulières est soumis aux prescriptions des documents suivant (liste non exhaustive) :

- Le code du travail.
- Le code de l'environnement.
- Le code de la santé publique.
- La norme NF P 03.001 relative aux règles d'exploitation et de maintenance de septembre 2011.

- La norme AFNOR X 60-010 relative à la définition des gammes de maintenance.
- La norme AFNOR X 60-319 relative à la terminologie de la maintenance.
- La norme AFNOR X 60-500 relative à la terminologie relative à la fiabilité, maintenabilité et disponibilité des installations.
- Tous les D.T.U relatifs aux installations concernées par le présent marché.
- Tous les D.T.U. applicables aux travaux de maintenance corrective dans les spécialités concernées.
- Loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau.
- Décret 2007-49 du 11 janvier 2007 concernant la sécurité des eaux destinées à la consommation humaine.
- Circulaire du 13 Septembre 1994 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- Arrêté du 2 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées soumises à autorisation.
- Arrêté du 11/01/2007 relatif au programme de prélèvement et d'analyse du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R1321-10, R1321-15 et R1321-16 du code de la santé publique modifié.
- Arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R1321-2, R1321-3, R1321-7 et R1321-38 du code de la santé publique modifié.
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> modifié.
- Instruction n° 001294/DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV du 27/07/2012 relative à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine sur les sites relevant du ministère de la défense et à la procédure d'autorisation de prélèvement et d'utilisation.
- Arrêté du 5 août 2024 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine sur les sites relevant du ministère de la défense.
- Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestre dit arrêté TMD.
- Prescriptions particulières éditées par le Contrôle Général des Armées.
- Note permanente « Gestion de non-conformité de l'eau destinée à la consommation humaine ».

## 2.2 - PLANS JOINTS AU MARCHE

Les plans joints au marché sont au nombre de 13 et définis ci-dessous (Annexe 2 du CCTP) :

Numéro	Intitulé
Plan N°01	Caserne LAPORTE – Plan de masse et réseaux
Plan N°02	Chastanet – Plan de masse et réseaux
Plan N°03	Camp de La Courtine - Plan du réseau d'adduction eau potable
Plan N°04 A	Camp de La Courtine - Plan du réseau de collecte des eaux usées
Plan N°04 B	Camp de La Courtine - Plan du réseau de collecte des eaux usées
Plan N°05	Camp de La Courtine - Plan de la station d'épuration des eaux du camp bâti
Plan N°06	Camp de La Courtine - Plan des zones de captage
Plan N°07	Camp de La Courtine - Grattadour - RZO AEP
Plan N°08	Camp de La Courtine - Lombarteix - RZO EU
Plan N°09	Camp de La Courtine - Lombarteix- RZO AEP
Plan N°10	Sauvagnac – Plan de masse et réseaux
Plan N°11	SAMHA – Plan de masse et réseaux
Plan N°12	Saint Setiers – Plan de masse et réseaux

## 2.3. – DOCUMENTS JOINTS AU MARCHE

Les documents joints au marché sont au nombre de 3 (annexe 3):

- Rapport de maintenance annuel 2024 du Camp de La Courtine.
- Manuel d'auto surveillance de la STEU de 2024 du Camp de La Courtine.
- Matrices d'import état des lieux 2024.

## ARTICLE 3 - FORMALITES D'ACCES - HORAIRES

### 3.1 - FORMALITES D'ACCES

Le titulaire doit fournir à l'utilisateur, dans le délai de 15 jours à dater de la notification du marché, **la liste nominative de tous les personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché, ainsi que l'immatriculation des véhicules**. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans les différents sites de la Base de Défense de Brive-la-Gaillarde qu'après s'être munis de titres d'accès qui leur sont délivrés sur leur demande.

Le représentant local du SID se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le personnel du titulaire doit dès la signature du marché, s'acquitter des formalités :

- D'accès aux différents sites relevant de la Base de Défense de Brive-la-Gaillarde.
- D'accès à certaines zones réglementées (ZSTMu) auprès du service sécurité de l'utilisateur.

### 3.2 - HORAIRES

Pour l'application du présent marché la période ouvrée est fixée comme suit (hors intervention d'urgence) :

- Du lundi au jeudi : 8h00 - 17h00
- Le vendredi : 8h00 - 12h00

Le personnel du titulaire doit **obligatoirement se présenter aux représentants de l'antenne de l'USID en début (pour consignes) et en fin de prestation (pour compte rendu).**

Le titulaire devra avoir prévenu l'antenne concernée, au minimum 48 heures à l'avance avant le jour de son intervention dans le cadre de la maintenance préventive.

## ARTICLE 4 - REGLEMENTATION DU TRAVAIL

### 4.1 - MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au représentant local du SID la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **4.2 - RAPPEL REGLEMENTATION SECURITE DU TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la sécurité et à la protection des travailleurs.

Il s'assurera que ses employés seront équipés des EPI réglementaires ainsi que les équipements nécessaires pour effectuer, en sécurité, certaines de leurs prestations (ex : détecteurs d'air vicié pour intervention dans les cuves).

### **4.2.1. – Plans de prévention**

En respect des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité du décret n°92-158 du 20 février 1992 et l'arrêté du 19 mai 2020 le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux. L'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire. Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect engage sa responsabilité. A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières de l'établissement militaire auprès de l'administration.

### **4.2.2. – Procédure en cas de sinistre**

En cas de sinistre le titulaire du marché a pour les installations, relevant de sa compétence, la responsabilité de déclencher toutes les actions nécessaires à leur sauvegarde, de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et ou de remplacement et de prévenir l'USID.

## **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **5.1 - GENERALITES**

D'une manière générale, le titulaire garantit :

- La sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sécurité des installations.
- La continuité de fonctionnement, la fiabilité des installations et des équipements, la pérennité et les performances des installations au niveau optimal ou proche de celui d'origine, par la mise en œuvre d'un programme de maintenance préventive.
- Les conditions de fonctionnement et le maintien des paramètres de fonctionnement en respectant les conditions définies dans les spécifications techniques des constructeurs, dans le CCTP et dans le dossier de maintenance.
- Les prestations fixées au présent marché.
- Les délais d'intervention, de dépannage et de remise en état.
- Le maintien des installations en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'assistance technique au représentant local du SID et auprès de l'exploitant.

Dans le cadre général de l'exploitation et de la maintenance du réseau d'eau destinée à la consommation humaine et à l'incendie, le titulaire devra notamment à tout moment :

- Informer immédiatement l'USID d'une consommation anormale qu'il devra justifier. En fonction des informations et causes données l'exploitant mettra en place des mesures adaptées.
- Détecter et isoler les fuites du réseau d'eau et notamment du réseau enterré par une surveillance continue. En cas de fuite détectée la continuité du service sera maintenue dans la mesure du possible.
- Effectuer des purges du réseau des bâtiments non-utilisés depuis plus de quinze (15) jours avant l'occupation par les troupes en manœuvre. Pour cela le planning d'occupation du camp sera fourni par l'exploitant avec un préavis d'un mois.
- Assister l'entreprise titulaire du marché des contrôles et vérifications périodiques (CVPO). Pour cela le représentant local du SID fournira au titulaire le planning d'intervention du titulaire du marché CVPO.

## **5.2 - GARANTIE DE SECURITE DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS**

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa propre responsabilité, à ne remettre à la disposition des usagers que des installations ou équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, ces garanties ne pourraient être obtenues, le titulaire devra en aviser l'exploitant ainsi que le représentant local du SID et prendre toutes les dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'installation ou de l'équipement.

L'arrêt du service sera porté à la connaissance des usagers, par des pancartes placées en évidence.

Le titulaire doit informer sans retard l'exploitant et le représentant local du SID de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Cette information devra être transmise, dans un premier temps, par téléphone à l'exploitant et au représentant local du SID puis dans un deuxième temps confirmé par un compte rendu d'intervention écrit. Bien entendu, toutes les mesures d'urgence seront prises afin d'éviter tout risque d'accident.

Le titulaire prendra aussi toutes les dispositions nécessaires par voie d'affiche, barrière ou tout autre dispositif de sécurité, pour interdire l'accès et l'utilisation de l'installation ou de l'équipement au cours de son intervention.

## **5.3 - FORMALISATION DE « L'ALERTE » DANS LE CADRE DU SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU**

Le titulaire du marché alertera l'exploitant avant chaque intervention sur le réseau pouvant avoir un impact sur la qualité de l'eau alimentant les points de restauration du camp de La Courtine. « L'alerte » s'effectuera selon le schéma suivant :

- Avertir la cellule SSV-Service Soutien Vie du pôle du GSC-Groupement de Soutien du Commissariat (service de restauration) et l'antenne de l'USID soit par mail, soit par téléphone.
- Faire parvenir un compte rendu suite à la diffusion de l'alerte à l'antenne de l'USID de La Courtine.

## **5.4 - GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE**

Le titulaire est tenu de procéder à toutes interventions de maintenance préventives ou correctives, comprenant le remplacement de tous matériels défectueux ou risquant d'être défectueux, ceci dans les délais impartis et de manière à assurer la continuité de service et des performances des installations dont il a la charge.

La durée d'immobilisation d'équipements nécessitée par les diverses prestations de maintenance, de dépannage ou de réparation devra être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art. Ces interventions ne pourront en aucun cas dépasser le délai imposé aux articles ci-dessous 7.2, 7.3.2 et 7.3.5, faute de quoi, les pénalités seront appliquées telles que définies au CCAP.

Les périodes de congés annuels ne donnent droit à aucune diminution ou restriction, de quelque nature qu'elle soit, des fréquences et des prestations du marché.

## **5.5 - OBLIGATION DE RESULTATS**

La prise en charge des prestations définies dans le présent document constitue un contrat d'entreprise avec obligation de résultats.

Le titulaire accepte de prendre en charge l'entretien et la maintenance des installations techniques dans les conditions et selon les obligations figurant au présent marché.

Les objectifs en matière de résultats consistent à :

- Contribuer à garantir la sécurité des biens et des personnes.
- Garantir la continuité de service.
- Etre conforme à la législation et normes en vigueur en terme de résultat et d'exploitation notamment l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié pour la STEU.
- Limiter au maximum les gênes et ne pas entraver l'exploitation normale des sites.
- Respecter les délais d'intervention, de dépannage et de remise en état.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle adéquate lui permettant d'atteindre les objectifs ci-dessous fixés.

## **5.6. – OBLIGATION DE MOYENS**

Le titulaire devra mettre en place, à ses frais, l'ensemble des moyens nécessaires et conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage (y compris l'outillage permettant l'ouverture des différents matériels à traiter).
- Les véhicules et engins spécifiques conformes à la réglementation en vigueur.
- Les équipements et matériels de manutention.
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages...
- Les protections individuelles et collectives conformes à la réglementation en vigueur.

- Les tenues de travail.

## **5.7. – OBLIGATION EN PERSONNEL**

Le titulaire devra mettre en place, à ses frais, l'ensemble des personnels nécessaires et **de qualification suffisante** pour permettre le maintien des installations en parfait état de fonctionnement, et pour la bonne application de tous les termes du contrat, notamment :

- La conduite et surveillance des installations.
- Les réglages.
- Les visites et relevés de consommation.
- Le transport des déchets spéciaux par voies routières.

Le personnel devra être formé et qualifié aux tâches qui lui incombent dans le cadre des prestations de pompage, curage, traitement et élimination des déchets (ex : obligation de remise en eau des séparateurs d'hydrocarbures après nettoyage).

Le personnel intervenant sur le site devra rapidement avoir une bonne connaissance des installations et du réseau afin de pouvoir intervenir sans être accompagné par un personnel de l'antenne de l'USID.

**L'entreprise transmettra à l'USID les attestations de formation et les habilitations des personnels.**

## **ARTICLE 6 - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS (PRESTATION FORFAITAIRE F1)**

Le titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des installations techniques avant d'établir son offre et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du présent marché.

## **6.1 - REUNION DE LANCEMENT DU MARCHE**

Une réunion de lancement du marché se tiendra après notification et avant le début d'exécution des prestations. Durant cette réunion, les différents interlocuteurs de l'USID seront présentés (interlocuteur principal, chefs d'antennes (Brive et Camp de la Courtine), chargé local environnement).

Au cours de cette réunion les documents suivants seront notamment présentés par le titulaire :

- Une première ébauche du planning prévisionnel de maintenance et d'entretien des réseaux et installations.
- Le modèle de rapport d'activités de maintenance proposé.
- Le modèle de livret de maintenance proposé.
- La liste nominative des personnels susceptibles de travailler sur les sites ainsi que l'immatriculation des véhicules.



## 6.2 – PRESTATIONS A REALISER

Les prestations à réaliser par le titulaire lors de cette phase de démarrage du marché sont :

- L'établissement et présentation au visa de l'USID du programme détaillé de la phase de démarrage du marché (nom des responsables, numéros de téléphone des intervenants, organigramme de la structure mise en place...).
- La mise en place d'un planning :
  - Annuel des interventions de maintenance préventive.
  - Sur la durée du marché pour les maintenances prévues à une fréquence supérieure à un an.
- L'installation du titulaire et la mise en place de ses moyens d'intervention.
- La prise en charge des installations :
  - L'USID fournira au titulaire toutes les règles de sécurité, d'accès et de fonctionnement, ainsi que toutes les informations en sa possession sur la nature et le fonctionnement des sites.
  - L'USID fournira au titulaire les matrices d'import à utiliser pour l'état des lieux.
  - Le titulaire proposera à l'USID :
    - Un inventaire des installations et des équipements techniques avec un état des lieux de ces installations **au format des matrices d'import.**
    - Un inventaire des stocks de pièces éventuels.
    - Un inventaire de la documentation présente.
- La participation à l'élaboration du plan de prévention annuel.
- La mise en place de la documentation technique des installations à partir :
  - Des copies, établies par le titulaire, des documents de l'USID.
  - Des documents demandés par le constructeur quand c'est nécessaire.
- La sensibilisation des personnels du titulaire aux installations, objet de ce marché, et aux procédures organisationnelles et sécurité de ce marché. A cet effet le titulaire dotera ses équipes d'intervention d'un dossier technique par site comprenant : les plans, les consignes particulières techniques ou autres et les références des contacts sur site.
- La réalisation d'une analyse de danger pour identifier les points sensibles associés à la structure et au fonctionnement du système de production / distribution d'eau potable de La Courtine. De cette analyse sera défini :
  - Un programme d'autosurveillance.
  - Des consignes d'exploitation permettant d'assurer la qualité de l'eau distribuée.

Tous les documents présentés par la société devront être validés par l'USID et le chargé local environnement.

A la fin de la phase de démarrage :

- Le titulaire est réputé être parfaitement informé de la constitution des sites et des caractéristiques des installations dont il doit assurer la maintenance. Il reconnaît avoir pris connaissance, vérifié et complété, par toute visite nécessaire, les données indispensables à l'exécution du marché. Les installations seront alors prises en charge et sans réserve par le titulaire.

- Le titulaire remet à l'USID un rapport écrit sur son appréciation de l'état des lieux des installations. Il définit dans ce rapport et en accord avec l'USID et le chargé local environnement les données de recensement et d'état technique des équipements de façon à pouvoir en suivre l'évolution.

Il prend en charge les installations et équipements à la date d'effet de l'ordre de service lui prescrivant le début d'exécution de son marché ou si la date d'effet est indiquée dans le marché, lors de la signature par ses soins de la notification de celui-ci.

La phase F1 durera trois (3) mois, soit les trois premiers mois du marché à compter de la date de notification.

## **ARTICLE 7.- SUIVI DES INSTALLATIONS (PRESTATION FORFAITAIRE F2)**

Le suivi des installations a pour but d'assurer l'entretien et la surveillance des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process et répondre aux critères de sécurité, de confort et d'optimisation des installations.

### **7.1 - OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE**

Maintenance ayant pour objet de réduire la possibilité de défaillance ou de dégradation d'un bien ou d'un service rendu. Maintenant un niveau de performance des équipements, c'est-à-dire la conservation des caractéristiques nominales des équipements et une meilleure longévité du matériel.

L'objectif est de garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance. Le titulaire s'assure en permanence du bon état de propreté des installations.

Les opérations prévisibles susceptibles d'avoir un impact sur la qualité d'eaux (rejets sans traitement) y seront détaillées.

#### **Point d'attention particulier sur EDCH :**

- Les opérations qui peuvent avoir un impact sur la fourniture (coupures) ou la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine doivent faire l'objet d'un signalement auprès du pilote de processus eau du site (via ou non l'USID).

#### **Point d'attention particulier sur la pollution :**

- Tout incident de pollution ou rejet pollué doit être signalé sans délai à l'USID afin que l'impact soit limité et circonscrit le plus rapidement. **L'information des autorités est obligatoire.**

Les obligations du titulaire en termes de maintenance préventive comprennent :

- Le déplacement.
- La main d'œuvre.
- Les pièces à remplacer en usage normal de l'équipement (filtres, pièces d'usure).

Et en général, tout ce qui est nécessaire au titulaire de mettre en place pour effectuer en sécurité et dans les règles de l'art les opérations courantes pour le maintien en condition opérationnelle du matériel.

Les opérations correspondantes sont déclenchées :

- Selon une périodicité prédéterminée : ***maintenance systématique***.
- Selon des critères ou des seuils déterminés ou des constations faites lors de l'exploitation ou de la maintenance préventive systématique, qui sont significatifs de l'état de dégradation du bien : ***maintenance conditionnelle***.

Le planning fourni par le titulaire détaillera :

- La maintenance systématique.
- La maintenance conditionnelle par une estimation de l'évolution des critères ou seuils.
- Pour chaque intervention, un compte-rendu de maintenance préventive sera adressé à l'USID et au charge local environnement comme suit :

À chacune de ses visites de maintenances préventives, le titulaire établit un rapport de visite qui détaille la liste des opérations réalisées ainsi que les résultats de celle-ci, les dates, heures de début et de fins des interventions. Le titulaire formule également au travers du rapport ses propositions d'intervention (liste des travaux, temps d'intervention et d'immobilisation, ...) pour celles qui ne sont pas comprises dans le forfait annuel de rémunération, en précisant les conséquences que pourrait entraîner une réponse négative de l'administration. Le titulaire du marché est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements dont il a la charge. Le rapport de visite est remis dans un délai n'excédant pas **sept jours calendaires**, à compter de la date de fin d'intervention.

Le titulaire devra faire un rapport ou bon d'intervention par équipement accompagné d'un track déchet. (exemple : 5 équipements → 5 Rapports → 5 tracks déchets).

L'intitulé du track déchet devra être de la manière suivante :

- USID-BLG-Sites-Bâtiment-Equipement

## **7.2 - OPERATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE**

Ensemble des actions réalisées après la défaillance d'un bien ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise au moins provisoirement.

Ces actions sont de deux types :

- Les actions destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise : ***maintenance palliative (dépannage)***.
- Les actions ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir, une fonction requise en toutes conditions de fiabilité et de sécurité : ***maintenance curative (réparation)***. Ce type de maintenance est considéré terminé

lorsque l'équipement a retrouvé sa pleine disponibilité et lorsque ses caractéristiques de fonctionnement entrent dans les critères définis par le constructeur.

L'objectif est de préserver la sécurité et l'état de référence des équipements en :

- Protégeant les personnes et les biens amenés à se trouver à proximité.
- Protégeant les installations contre les dégradations dues à l'usage et l'action du temps.
- Réparant les dégradations éventuelles.
- Maintenant les installations conformes aux prescriptions réglementaires.
- Assurant l'intégralité des fonctions prévues.

Chaque opération fera l'objet d'un compte rendu à l'USID et au chargé local environnement et d'une inscription sur les livrets de maintenance :

- **Compte rendu immédiat d'intervention de maintenance corrective :**

A l'issue de chaque intervention de maintenance corrective, le titulaire remet avant son départ du site au représentant local du SID, un compte rendu dans lequel doivent être indiqués :

- Le nom et la qualité de la personne responsable contactée.
- Le nom et la qualité de l'intervenant.
- L'heure et la date d'intervention.
- Le lieu d'intervention.
- La date et l'heure de remise en service.
- Le type d'appareil ou matériel dépanné.
- Les difficultés ou anomalies constatées.
- La maintenance palliative/curative et essais effectués.
- L'analyse de la cause de la panne et les moyens d'éviter son renouvellement.

Les comptes rendus doivent être visés par l'administration.

- **Compte rendu d'intervention pour maintenance corrective**

Chaque intervention pour dépannage fera l'objet d'un compte rendu d'intervention écrit dans les **7 jours** adressé au responsable local du SID.

Dans ce document figureront les annotations suivantes :

- Le nom et la qualité de la personne responsable contactée.
- Le nom et la qualité de l'intervenant.
- L'heure et la date d'intervention.
- Le lieu d'intervention.
- La date et l'heure de remise en service.
- Le type d'appareil ou matériel dépanné.
- Les difficultés ou anomalies constatées.
- La maintenance palliative/curative et essais effectués.
- **La ou les opérations à réaliser pour terminer la réparation.**
- **Le délai prévisible d'indisponibilité ou de fonctionnement dégradé.**

- **La date de livraison des pièces de rechange commandées.**
- **Le planning d'intervention et de redémarrage de l'installation.**
- L'analyse de la cause de la panne et les moyens d'éviter son renouvellement.

Le conditionnement, l'enlèvement et la destruction devront respecter les normes et réglementations en vigueur durant toute la période d'exécution du marché, notamment celles relatives à la protection de l'environnement.

Pour ce type de prestations le titulaire respectera les clauses de réactivité ci-dessous imposées et s'engage à apporter des solutions techniques :

Panne totale : L'équipement ne remplit plus sa fonction première.

Panne partielle : L'équipement remplit sa fonction première mais montre des défaillances par rapport à son fonctionnement normal.

Dépannage	Panne totale	8 heures
	Panne partielle	48 heures
Réparation	Panne totale	72 heures
	Panne partielle	120 heures

## 7.3 - MODALITES D'EXECUTIONS

### 7.3.1- Modalités d'exécution des prestations de dépannage

Le titulaire est chargé de la détection de l'origine du ou des défauts et de la remise en service des installations, ou en cas d'impossibilité immédiate de prise des mesures conservatoires.

Le titulaire met en place les moyens nécessaires pour assurer le dépannage des équipements dans un délai de 48 H 00 maximum suivant l'intervention pour une panne partielle et 08 H 00 pour une panne totale.

- Lorsque le remplacement des matériels ou pièces est d'une valeur  $\leq$  à **500 Euros H.T en prix sec\*** la prestation est comprise dans le forfait.

\*Prix sec = prix d'achat du titulaire (ne sont pas compris les frais généraux, les frais de marge et aléas, les frais de main d'œuvre et les frais de déplacement)

- Si le remplacement des matériels ou pièces est d'une valeur  $>$  à **500 Euros H.T en prix sec**, alors la prestation sera facturée par le titulaire comme **un prix nouveau obtenu par multiplication du coefficient de vente contractualisé par le prix sec des matériels/pièces**, une facture fournisseur sera demandée à l'appui.

### 7.3.2- Services d'astreinte

Ce service sera assuré **24 heures sur 24 et 7 jours sur 7** (week-ends et jours fériés inclus).

Le service d'astreinte constitue l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la prise en compte des appels, des alarmes et incidents en dehors des heures ouvrées (voir « article 3.2 Horaires »), et aux interventions d'un personnel compétent, y compris le cas échéant par un spécialiste sous-traitant du titulaire.

Le titulaire assure une astreinte globale, au titre de ses prestations de pilotage, lui permettant :

- De prendre connaissance et de gérer les incidents 24h/24 et 7j/7.
- De prendre les mesures d'urgences qui s'imposent.
- D'avoir un responsable joignable afin de guider les interventions qui le nécessitent.
- De dépêcher, dans les délais prévus au marché, une équipe d'astreinte constituée de personnel connaissant parfaitement le site, les installations et ouvrages concernés et donc capable de prendre les mesures conservatoires et les remises en service provisoires en cas de défaillance sur les installations incluses au marché.

Les délais de dépannage et de réparation seront identiques aux délais indiqués aux articles « 7.2 *Opération de maintenance préventive* » et « 7.3.5 *Modalités d'intervention d'urgence sur le Camp de La Courtine* »

Le titulaire doit, dès la prise en charge du marché, établir la procédure d'intervention de l'astreinte qui doit être validée par l'USID

### 7.3.3- Modalités d'exécution des prestations d'exploitation

L'objectif est :

- D'assurer les prescriptions réglementaires des installations recensées en tant que IOTA.
- De minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées dans le milieu récepteur.
- L'obligation de résultat pour minimiser l'émission d'odeurs, la consommation d'énergie, le développement de gîtes à moustiques, de bruit ou de vibrations mécaniques...
- D'assurer la continuité de service, en respectant les dispositions constructives et réglementaires et la sécurité des biens et des personnes.

Le titulaire rédigera autant que de besoin les procédures d'exploitation et assurera la traçabilité des incidents, des pannes et les mesures prises pour y remédier. Elles devront être transmises au chargé local environnement.

Les personnels intervenants pour le compte du titulaire seront formés et habilités pour toutes les installations du périmètre du marché suivants la réglementation en vigueur.). Les documents justificatifs seront fournis.

Le titulaire devra assurer l'autosurveillance des installations (Art. 17, arrêté du 21/07/2015 modifié).

L'objectif est de maintenir et de vérifier l'efficacité du système d'assainissement. Le type

d'autosurveillance est à définir en fonction de la taille des sous ensemble du système d'assainissement et des dispositions particulières au département.

Les données d'autosurveillance sont transmises régulièrement par le titulaire au Maître d'Ouvrage afin qu'il puisse s'acquitter des obligations d'information vers les services de police des eaux compétents (art 19, arrêté du 21/07/15).

Le titulaire assurera pour le compte du Maître d'Ouvrage la tenue à jour des documents réglementaires tels que le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement et le bilan de fonctionnement du système d'assainissement (Art. 20, arrêté du 21/07/15) en lien avec le représentant local du maître d'œuvre.

#### **7.3.4- Modalités d'exécution des prestations de réparation**

Le titulaire met en place les moyens nécessaires pour assurer la réparation des équipements dans un délai de 120 heures ou 5 jours maximum suivant l'intervention pour une panne partielle et 72 heures ou 3 jours maximum pour une panne totale.

Le titulaire présentera un devis pour approbation accompagné impérativement d'une fiche d'attachement au représentant local du SID, si la valeur des matériels ou des pièces est **supérieure à 500 Euros H.T en prix sec**, alors la prestation sera facturée par le titulaire comme **un prix nouveau obtenu par multiplication du coefficient de vente contractualisé par le prix sec des matériels/pièces**, une facture fournisseur sera demandée à l'appui.

**Toutefois, le représentant local du SID en liaison avec l'exploitant se réserve le droit de confier tous travaux de réparation ou de modification à une autre entreprise que le titulaire.**

#### **7.3.5 - Modalités d'intervention d'urgence sur le Camp de La Courtine**

Outre les clauses de réactivité imposées dans le cadre des prestations de dépannage et de réparation définies ci-dessus, le titulaire met en place tous les moyens pour assurer la continuité de service concernant la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine dans les délais suivants :

Intervention d'urgence	Bâtiments à activités de restauration : bâtiments n° 164, 077, 116, 280	Délai d'intervention : 4 heures
	Autres bâtiments	Délai d'intervention : 8 heures

Toutes les interventions d'urgence seront exécutées suivant l'appel téléphonique y compris les week-end et jours fériés. La demande sera confirmée par e-mail par le représentant local du SID au plus tard le jour ouvrable suivant l'intervention.

#### **7.3.6 - Enlèvement et traitement des déchets**

Le titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement immédiat et la destruction de tous les déchets, (matières de curage, graisses, sables, refus de dégrillages, emballages des réactifs, matériels

usagés, matériaux.) générés par le système de traitement et son exploitation conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015. Les justificatifs seront fournis.

Le titulaire assure l'enlèvement des boues selon les filières prévues (éliminations, épandage...). Les documents justifiant de la destination des boues seront insérés dans le manuel d'autosurveillance. En cas d'épandage, le titulaire s'engage à fournir l'analyse des boues et le suivi d'épandage selon l'arrêté du 8 janvier 1998 ou les documents permettant la traçabilité.

Concernant la gestion des déchets du système d'assainissement l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié demande entre autres de fournir les éléments ci-dessous :

- La quantité de boues produites (Art. 15, arrêté du 21/07/15) **annuellement**.
- Les mesures de siccité (Annexe I et II, arrêté du 21/07/15) **mensuellement**.
- La récupération du BSD d'enlèvement et de traitement du pompage des boues (Art. 15, arrêté du 21/07/15) **à chaque intervention**.
- La nature et la quantité des déchets évacués hors boues (refus dégrillage, dessablage, huiles et graisses) (Annexe I et II, arrêté du 21/07/15) **à chaque intervention** (m<sup>3</sup> de poubelle par semaine pour le dégrillage).

La traçabilité des déchets est réalisée notamment par l'intermédiaire de bordereaux de suivi des déchets **à chaque intervention** via l'application Trackdéchets, y compris pour les déchets dangereux. Les modalités de traçabilité seront remises par le chargé local d'environnement du Sid Sud-Ouest au titulaire en début de contrat, à l'occasion de la réunion prévue au 6.1.

### 7.3.7 - Transport des déchets

Le transport des déchets se fera à l'aide d'un véhicule hydrocureur, conformément à la réglementation en vigueur, en particulier à celle au transport des matières dangereuses.

Le volume des déchets transporté sera obligatoirement notifié au représentant local du SID et à l'exploitant au départ du site, sous forme de bordereau de traitement et de bordereau de suivi de déchets (BSD).

**Les véhicules utilisés pour le pompage des déchets devront impérativement être équipés de compteur afin de facturer les volumes exacts ou à défaut le volume transporté devra être validé entre le titulaire et un représentant de l'USID.**

### 7.3.8 - Elimination des déchets

Le titulaire s'engage à traiter les déchets dans des installations autorisées, enregistrées ou déclarées au titre la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et autorisées à collecter, traiter, valoriser ou éliminer les déchets selon ses caractéristiques. Le titulaire fournira une copie de l'autorisation administrative d'exploitation des installations concernées au dossier de remise d'offre.

**Pour les déchets dangereux, une copie des certificats d'acceptation préalable (CAP) sera jointe au dossier de remise d'offre.**

La traçabilité des déchets dangereux ou non est assurée via l'application Trackdéchets.



**L'évacuation et le traitement des boues, des refus de dégrillage à graisse et sable, des déchets et des corps étrangers de la station d'épuration du camp bâti sont traités forfaitairement dans le cadre de la prestation d'exploitation et de maintenance des installations.**

### **7.3.9 - Matériel employé**

Le matériel employé pour l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures devra être conforme à la réglementation ATEX, notamment le camion devra posséder la certification ATEX.

Le matériel employé pour le transport des matières dangereuses devra être conforme à l'arrêté TMD. Une copie de ces certifications devra être jointe au dossier de remise d'offre.

**Le matériel employé pour le pompage des déchets devra impérativement être équipé d'un compteur afin de connaître le volume exact et de le facturer ou à défaut le volume devra être validé entre le titulaire et un représentant de l'USID.**

### **7.3.10 - Stockage temporaire**

En cas de stockage temporaire des déchets dans un centre de regroupement ou de transit, le titulaire fournira une copie de l'autorisation administrative d'exploitation de l'installation au dossier de remise d'offre.

## **7.4 – REUNION DE COORDINATION SEMESTRIELLE**

Chaque semestre une réunion de coordination nécessaire à la bonne conduite des installations du marché sera programmée, au minimum en présence du titulaire et du représentant local du SID, des chefs d'antennes et du chargé local environnement.

Au cours de cette réunion les points suivants seront notamment abordés :

- Le point d'avancement sur les interventions qui devaient être réalisées dans le semestre passé sur les installations afin de redéfinir éventuellement les délais de fin d'intervention.
- L'examen des délais des interventions programmables à effectuer dans le semestre à venir compte tenu du planning proposé par le titulaire et des contraintes prévisionnelles d'exploitation identifiées par le représentant local du SID.
- Le tableau de bord du semestre écoulé pour l'ensemble des prestations afin de définir les faits nécessitant une analyse de progrès. Un programme d'actions est élaboré, lors de cette réunion, comportant le descriptif sommaire de l'action à mener, le nom du responsable chargé de mener les réflexions et pour quelle date.
- Le suivi du planning des interventions de maintenance préventive.
- Le suivi des fiches synthétiques des actions correctives à mener dans le cadre de l'exploitation des rapports d'intervention.
- Les travaux d'aménagements demandés, exécutés, à réaliser ou non retenus.
- Un point sur la tenue des livrets de maintenance.

Ces réunions auront lieu dans les locaux du représentant local du SID.

Le représentant local du SID aura à sa charge le compte rendu de la réunion et sa diffusion.

## **7.5 - REUNION DE CONCERTATION ANNUELLE ET RAPPORT**

### **7.5.1 – Réunion annuelle**

A la date d'anniversaire du marché, une réunion de coordination/concertation se tiendra en présence du responsable de l'entreprise titulaire ou de son représentant, du représentant local du SID de La Courtine et de Brive ou de leur représentant et du chargé local environnement. L'ensemble des participants fera un point sur l'année écoulée. Des objectifs pour l'année suivante, seront définis afin d'améliorer la qualité de la maintenance.

Au cours de cette réunion les points suivants seront notamment abordés :

- Un point de situation sur l'année écoulée.
- Au regard de l'entretien :
  - Etablir le bilan de l'année écoulé à la vue des doléances de l'exploitant et de la réalisation de prestations.
  - Etablir un bilan des interventions par type d'appareil ou par type de défaillance.
  - Vérifier le respect du planning de maintenance programmée et rechercher des solutions d'amélioration du travail et d'amélioration de la qualité.
  - Mettre à jour sur proposition justifiée du titulaire, le planning de maintenance préventive.
  - Faire le bilan sur les travaux exécutés et à exécuter
- Au regard de la réglementation :
  - En cas de non-conformité des installations, procéder à l'estimation financière des travaux de mise aux normes.
  - Présenter les éléments du bilan de fonctionnement prévu à l'art. 20 du l'arrêté du 21 juillet 2015.
- Au regard des évolutions de besoin :
  - Mettre en évidence l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution de besoin telle que définie par l'administration en concertation avec le titulaire ; avec une définition des avenants éventuels au marché compte tenu du retour d'expérience acquis.
- La mise à jour du planning de maintenance pour l'année à venir sous format papier et format numérique.

Le représentant local du SID aura à sa charge la rédaction du compte rendu de la réunion et sa diffusion.

### **7.5.2 - Rapport annuel d'activités de maintenance**

Le titulaire remettra à chaque date d'anniversaire du présent marché à l'USID son rapport annuel d'activités. Ce document précisera au minimum :

- Le nom du rédacteur.
- Les dates et lieux d'intervention.
- Les installations ou parties d'installation concernées.
- Le nombre de déclenchement d'alarme avec date et heure.
- Les principales anomalies décelées et les actions entreprises au cours du trimestre (préventives et correctives).
- Le détail des opérations de maintenance préventive.
- L'inventaire des fournitures et pièces de rechange remplacées à l'initiative et sous la responsabilité du prestataire.
- La confirmation de la conformité de l'installation par rapport à la réglementation.
- Le détail de chacun des écarts constatés lors des essais fonctionnels.
- Les échanges à caractère périodique réalisés.
- La planification des échanges programmés pour les prochaines visites.
- L'inventaire des besoins prévus pour la période suivante.
- Les interventions à caractère correctif réalisées ou programmées.
- Les incidents rencontrés dans le déroulement des opérations (préventives et correctives) ;
- Les préconisations du mainteneur, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent.
- Les points de législation ayant évolués et provoquant des mises aux normes à programmer.
- Un état de la mise à jour régulière du manuel d'auto surveillance de la station d'épuration.
- Un rappel des principaux événements de l'année.
- Les indicateurs de suivi de maintenance de l'année écoulée.
- Un bilan économique faisant ressortir en toute transparence, l'ensemble des coûts forfaitaires ou non (fournitures, main d'œuvre, frais variables, frais fixes, marges etc...).
- Les points de législation ayant évolués et provoquant des prestations de maintenance complémentaires.
- Le bilan sur les installations ou équipements non-conformes.
- Un état de la mise à jour régulière du manuel d'autosurveillance de la station d'épuration.

Si l'urgence le justifie, les anomalies seront signalées par un rapport spécifique envoyé au représentant local du SID dans les meilleurs délais.

Le cadre, la forme et le contenu des rapports devront être validés préalablement par le représentant local du SID.

Les données seront remises en format papier (1 exemplaire) et au format numérique (.pdf pour les rapports et. dgn ou .dwg **version antérieure à 2008** pour les plans). Elles seront organisées pour permettre un suivi dans le temps et effectuer des comparaisons utiles.

### **Indicateurs de suivi de maintenance**

En annexe au rapport annuel de maintenance figurera un tableau des indicateurs de suivi de la bonne exécution des prestations. Les indicateurs seront présentés sous forme de tableaux et d'histogrammes mettant en évidence les valeurs périodiques et en cumulé.

Les indicateurs permettant de mesurer la qualité des opérations de maintenance sont fixés comme suit :

- Indicateurs économiques :
  - Ind 01 = Coût maintenance préventive / coût total de la maintenance.
  - Ind 02 = Coût maintenance corrective / coût total de la maintenance.
  - Ind 03 = Nombre de bons de commande au BPU.
  - Ind 04 = Coût des bons de commande au BPU / coût du forfait.
- Indicateurs techniques :
  - Ind 05 = Nombre de pannes par mois.
  - Ind 06 = Nombre de pannes non traitées dans les délais contractuels.
- Indicateurs organisationnels :
  - Ind 07 = Nombre de propositions de progrès émises.
  - Ind 08 = Retard moyen de réalisation des travaux de maintenance corrective.
- Indicateurs humain :
  - Ind 09 = Total d'heures de main d'œuvre en maintenance préventive/nombre d'opération préventive.
  - Ind 10 = Total d'heures de main d'œuvre en maintenance corrective/nombre d'opération corrective.

## **ARTICLE 8 - RESTITUTION DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS (PRESTATION FORFAITAIRE F3)**

Cette phase débutera trois (3) mois avant la date de fin de marché. Les prestations à réaliser par le titulaire lors de cette phase de fin de marché sont :

- La remise à l'USID de tous les documents techniques et dossier de maintenance mis à jour, organisés de façon rationnelle, classés, répertoriés grâce à des moyens simples permettant une utilisation ultérieure aisée et rapide (documents reçus lors du démarrage du marché et ceux établis par le titulaire durant le marché). **Ces documents devront être remis au plus tard deux (2) mois avant la date de fin de marché.**
- L'établissement de l'état des lieux « sortant » des installations et équipements techniques avec l'USID. En fin de marché, le titulaire remet les installations dans l'état technique au moins équivalent à celui défini lors de la phase de démarrage F1. Durant cet audit, le titulaire sera accompagné de l'USID, de l'exploitant, et de l'éventuel nouveau titulaire

du contrat de maintenance des installations. **Ce document devra être remis au plus tard deux (2) mois avant la date de fin de marché.**

- S'il y a lieu, la formation des personnels du nouveau titulaire du contrat de maintenance aux installations et équipements techniques et aux interventions de maintenance préventive. A l'issue de la phase de fin de marché, le titulaire entrant doit être en mesure d'assurer les prestations au même niveau de service que celui dû et effectué par le titulaire sortant.
- La restitution des équipements et matériels mis à la disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées (moyens de communications, badges, clefs..) et à assumer en cas de dégradation, les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.
- Restituer les locaux mis à sa disposition en un état normal de vétusté.

En règle générale, toute dépense pour remise en état des installations, des équipements ou documents, provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

## **ARTICLE 9 - DOCUMENTS A FOURNIR**

### **9.1 DOCUMENTATION D'EXPLOITATION**

Le titulaire tient à jour, pour le compte du Maître d'Ouvrage la documentation réglementaire, le manuel d'autosurveillance et le bilan de fonctionnement. Ces documents sont tenus à la disposition des agents du Maître d'Ouvrage et de la police des eaux compétente.

Ils sont décrits dans l'article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015 dont voici un extrait ci-dessous :

#### ***Art. 20 -Production documentaire***

#### ***I. — Cas des agglomérations de taille supérieure ou égale à 120 kg/j DBO5 et des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5***

##### ***1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement***

*Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.*

*Ce manuel spécifie :*

- 1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;*
- 2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données «SANDRE» mentionné à l'article 19 ci-dessus ;*
- 3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.*

*Et décrit :*

- 1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;*
- 2° Pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO5, l'existence d'un diagnostic permanent mis en place en application de l'article 12 ci-dessus.*

*Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau réalise une expertise technique du manuel, qu'elle transmet au service en charge du contrôle. Dans les départements d'outre-mer, l'office de l'eau réalise une expertise technique du manuel. Après expertise par l'agence de l'eau ou, le cas échéant, l'office de l'eau, le service en charge du contrôle valide le manuel.*

*Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.*

*Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.*

## *2. Bilan de fonctionnement du système d'assainissement*

*Le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement rédigent en début d'année le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente (station ou système de collecte). Il le transmet au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année en cours. Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment :*

- 1° Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;*
- 2° Les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...), à savoir, au minimum, les informations décrites à l'article 15 ci-dessus ;*

- 3° *Les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc. ;*
- 4° *La consommation d'énergie et de réactifs ;*
- 5° *Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;*
- 6° *Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente mentionnés à l'article 19 ci-dessus. En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de la surveillance complémentaire, mentionnée à l'article 18-I, relative à la présence de micropolluants dans les rejets, est annexé au bilan annuel ;*
- 7° *Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ;*
- 8° *Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;*
- 9° *Un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage dans le cadre du protocole prévu au cinquième alinéa de l'article 19 ci-dessus ;*
- 10° *Les éléments du diagnostic du système d'assainissement mentionné à l'article 12 ci-dessus ; pour les agglomérations supérieures à 600 kg/j de DBO5, ces informations sont issues du diagnostic permanent mentionné à l'article 12 ci-dessus ;*
- 11° *Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;*
- 12° *Une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ;*
- 13° *La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.*

Outre l'envoi au service en charge du contrôle, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

### **9.1.1 - Manuel d'auto surveillance du système d'assainissement**

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 l'entreprise **titulaire du marché rédigera et tiendra à jour le manuel d'auto surveillance de chaque système d'assainissement** et le mettra à disposition du maître d'ouvrage.

Le manuel d'auto surveillance devra faire apparaître entre autres les éléments ci-dessous :

Le diagnostic du système d'assainissement suivant les dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 21/07/2015. Ce diagnostic vise notamment à :

- 1° Identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur et notamment les déversoirs d'orage cités à l'article 17-II ;
- 2° Quantifier la fréquence, la durée annuelle des déversements et les flux polluants déversés au milieu naturel ;
- 3° Vérifier la conformité des raccordements au système de collecte ;

- 4° Estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine ;
- 5° Recueillir des informations sur l'état structurel et fonctionnel du système d'assainissement ;
- 6° Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels et, quand cela est techniquement et économiquement possible, d'un programme de gestion des eaux pluviales le plus en amont possible, en vue de limiter leur introduction dans le réseau de collecte. Ce diagnostic peut être réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires, mesures des temps de déversement ou des débits prévues à l'article 17-II, modélisation...).

- La mise à jour du plan du réseau et des branchements (art 12, arrêté du 21/07/2015) ;
- La vérification annuelle de l'état des clôtures (Art. 7, arrêté du 21/07/15) ;
- L'estimation du débit entrée / sortie en continu (Annexe I et II, arrêté du 21/07/15) ;
- L'estimation des apports extérieurs s'il y en a (Annexe I et II, arrêté du 21/07/15) ;
- La quantité de boues produites (Art 15, arrêté du 21/07/15) ;
- Les mesures de siccité des boues (arrêté du 21/07/15) ;
- La nature et quantité des déchets évacués hors boues (Annexe I et II, arrêté du 21/07/15).
- La consommation d'énergie article 11 ;
- Le registre mentionnant les pannes, les incidents, les mesures prises pour y remédier
- Les procédures à observer par le personnel de maintenance en cas d'incidents ;
- Un calendrier d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement ;
- Une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes.

### **9.1.2 – Bilan de fonctionnement**

Le bilan de fonctionnement sera conforme à l'article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

## **9.2 DOCUMENTS A REMETTRE A L'ADMINISTRATION :**

### **9.2.1 - Livrets de suivi de maintenance**



Des livrets de suivi de maintenance seront fournis et mis en place par le titulaire, avec au minimum :

- Un livret mis en place au bâtiment de traitement de l'eau. Ce livret concernera le suivi de la maintenance de l'ensemble des installations et équipements liés à la production, au traitement et à la distribution de l'eau destinée à la consommation humaine et à l'incendie. Ce livret contiendra également un exemplaire des comptes rendus d'intervention pour dépannage.
- Un livret mis en place à la station d'épuration des eaux. Ce livret concernera le suivi de la maintenance de toutes les installations et équipements liés à l'assainissement des eaux résiduelles. Ce livret contiendra également un exemplaire des comptes rendus d'intervention pour dépannage.

Les livrets de maintenance seront renseignés et signés par le technicien **à chaque passage** et à chaque intervention, même minime. Chaque passage et intervention seront renseignés avec au minimum les informations suivantes :

- Le nom du rédacteur.
- Les dates et lieux d'intervention.
- Le matériel ou partie de matériel concerné.
- Etat fonctionnel du système ou sous système à l'arrivée du technicien.
- Equipements échangés.
- Interventions réalisées.
- Etat fonctionnel du système ou sous système au départ du technicien.

Il ne pourra pas être déclaré un bon état fonctionnel du système si un seul des éléments constitutifs ou fonction ne présente pas cet état.

Toutes les interventions sur les réseaux et les installations au titre de l'entretien préventif et correctif seront obligatoirement inscrites sur les livrets de maintenance qui seront visés mensuellement par le représentant local du SID.

**Même si le titulaire dématérialise le suivi, les livrets devront être présents et renseignés.**

### **9.2.2 – Analyse de danger, programme d'autosurveillance et consignes d'exploitation**

L'analyse de danger, le programme d'autosurveillance et les consignes d'exploitation seront soumises au représentant local du SID pour validation.

Ils seront réactualisés autant que nécessaire et au moins une fois par an à la date d'anniversaire du contrat.

Toute détection de non-conformité de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH) sera traitée entre les parties conformément à la note permanente « Gestion de non-conformité de l'eau destinée à la consommation humaine » indépendamment des procédures de gestion interne du titulaire.

### **9.2.3 – Cartographie des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et des réseaux d'eaux usées et pluviales (EU/EP) et suivi des vannes et éléments de sécurité**

Le titulaire devra maintenir à jour ces plans et le fichier inventaire et communiquer à l'USID une mise à jour après chaque modification des réseaux ou découverte d'erreur et au minimum une fois par an (version papier + support numérique (dgn ou .dwg version antérieure à 2008).

## **ARTICLE 10. – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE**

Les opérations de maintenance sont définies par les normes et textes en vigueur. A chaque intervention, le titulaire réalisera ces prestations, qu'elle complètera par des interventions imposées par les différents fabricants et/ou mentionnées dans les fiches techniques des différents équipements. Toutes les actions de maintenance seront mentionnées dans les livrets de maintenance ainsi que dans les rapports d'activité.

Au titre de la réglementation et toujours au titre du marché, le titulaire réalisera au minimum les contrôles et opérations de maintenance énumérés ci-dessous.

### **10.1 - Production d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)**

Les prestations à réaliser, au titre du forfait, au cours de l'année et pour le site de La Courtine sont les suivantes :

#### **Pour la station de production d'eau (bâtiment n°0110) :**

PRESTATIONS A REALISER	PERIODICITE	OBSERVATIONS
- Relevé de la consommation et vérification du traitement.	Journalière	Télésurveillance.
- Autocontrôle de la qualité de potabilité. - Surveillance des analyseurs en continu : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ 1 sonde Ph « eau brute »</li><li>▪ 1 sonde Ph « eau filtrée »</li><li>▪ 1 sonde conductivité « eau filtrée »</li><li>▪ 1 sonde chlore « sortie château d'eau du Laval »</li></ul>	Journalière	Télésurveillance.  Transmission des résultats à l'USID si non-conformité.
- Remplacement des sondes de Ph, de conductivité et	<b>Deux fois sur</b>	Remplir le livret de

### Projet 24-032 Accord cadre à bons de commande

relatif à l'exploitation et à la maintenance des installations de production, de traitement, de distribution et d'assainissement des eaux de tous les immeubles soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne (87)- CCTP

de chlore, soit 4 sondes.	<b>les quatre ans du marché</b>	maintenance.
- Vérification du bon fonctionnement des installations.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Etalonnage de la sonde du chloromètre.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Communication du suivi des consommations journalières.	Mensuelle	Communication des consommations à l'USID/Antenne de La Courtine.
- Vérification du bon fonctionnement du système d'injection de CO2.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification des équipements électromécaniques : pompes, vannes, compresseurs, etc...	Mensuelle	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification des équipements types disconnecteurs	(si model BA,CA,HA Annuelle ) (si model CB tous les 5 ans)	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification des équipements types clapets non contrôlable	Si model EA, EC minimum 1 fois/an	Remplir le livret de maintenance.
- Lavage par rotation des 4 filtres à calcaire terrestre sur quatre (4) mois, soit 1/mois.	Mensuelle	Remplir le livret de maintenance.
- Cuves de filtration, pour chacune des 4 cuves : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contrôle visuel état extérieur et intérieur.</li> <li>▪ Mesure hauteur niveau calcaire.</li> <li>▪ Compléter en calcaire si besoin (<b>Hors forfait au BPU</b>).</li> </ul>	Annuelle	Prestation à réaliser courant du mois d'août. Remplir le livret de maintenance. Prendre des photos avant et après le nettoyage. Photos à envoyer au représentant du SID.
- Contrôle des crépines et planchers avec réparation si nécessaire des 4 filtres à calcaire terrestre et remise en eau.	Une fois sur les 4 ans du marché	Prestation à réaliser courant du mois d'août. Remplir le livret de maintenance. Prendre des photos avant et après le nettoyage. Photos à envoyer au représentant du SID.

### **Pour les châteaux d'eau, réservoirs et réseau incendie :**

PRESTATIONS A REALISER	PERIODICITE	OBSERVATIONS
------------------------	-------------	--------------

## Projet 24-032 Accord cadre à bons de commande

relatif à l'exploitation et à la maintenance des installations de production, de traitement, de distribution et d'assainissement des eaux de tous les immeubles soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne (87)- CCTP

<p>- Contrôle des vannes des châteaux d'eau et réservoirs et manœuvre des vannes. Bâtiments concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ N° 0111 - Réservoir zone de lavage.</li> <li>▪ N° 0132 - Château d'eau du Laval.</li> <li>▪ N° 0324 - Réservoir incendie du Breuil.</li> <li>▪ N° 0530 - Réservoir incendie du Grattadour.</li> <li>▪ N° 0532 - Réservoir incendie du Grattadour.</li> <li>▪ N° 0609 - Château d'eau du Lombarteix.</li> <li>▪ N° 0610 - Réservoir incendie du Lombarteix.</li> </ul>	Annuelle	Remplir le livret de maintenance.
<p>- Exploitation du réseau incendie : ➤ Contrôle du niveau des réservoirs. Bâtiments concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ N° 0324 - Réservoir incendie du Breuil.</li> <li>▪ N° 0610 - Réservoir incendie du Lombarteix.</li> <li>▪ N° 0530 - Réservoir incendie du Grattadour.</li> <li>▪ N° 0532 - Réservoir incendie du Grattadour.</li> <li>▪ 8 citernes (bâches eau incendie).</li> </ul> <p>➤ Inspection et prise de pression et débit des 25 poteaux incendie.</p>	Semestrielle	<p>Relevés à fournir au bureau prévention et à l'antenne de l'USID de La Courtine.</p> <p>Remplir le livret de maintenance.</p>
<p>- Nettoyage, contrôle et désinfection des châteaux d'eau. Bâtiments concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Bâtiment n° 132 - Château d'eau du Laval (500 m³).</li> <li>▪ Bâtiment n° 609 - Château d'eau du Lombarteix (20 m³).</li> </ul>	Annuelle	<p>Prestation à réaliser courant du mois d'août.</p> <p>Remplir le livret de maintenance.</p> <p>Prendre des photos avant et après le nettoyage. Photos à envoyer au représentant du SID.</p>
<p>- Nettoyage et contrôle des réservoirs. Bâtiments concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ N° 111 - Réservoir zone de lavage (100m³).</li> <li>▪ N° 324 - Réservoir incendie du Breuil (500m³).</li> <li>▪ N° 530 - Réservoir incendie du Grattadour (125m³).</li> <li>▪ N° 532 - Réservoir incendie du Grattadour (125m³).</li> <li>▪ N° 610 - Réservoir incendie du Lombarteix (230m³).</li> <li>▪ 8 citernes (bâches eau incendie).</li> </ul>	Une fois la 1 <sup>ère</sup> année du contrat	<p>Prestation à réaliser courant du mois d'août.</p> <p>Remplir le livret de maintenance.</p> <p>Prendre des photos avant et après le nettoyage. Photos à envoyer au représentant du SID.</p>
<p>- Exploitation de la fontainerie (environ 300 vannes) et ventouses sur le Camp et réseaux captages. Exploitation nécessitant le désensablage et le nettoyage des organes de commande avec une manœuvre de l'ensemble des purges et le graissage des organes tournants.</p>	Annuelle	<p>Remplir le livret de maintenance.</p> <p>A inscrire dans le rapport annuel.</p>
<p>- Vérification des équipements types soupape anti-vide (DA)</p>	Tous les 2 ans	Remplir le livret de maintenance.

### **Pour les captages :**

PRESTATIONS A REALISER	PERIODICITE	OBSERVATIONS
------------------------	-------------	--------------

**Projet 24-032** Accord cadre à bons de commande  
relatif à l'exploitation et à la maintenance des installations de production, de traitement, de distribution et d'assainissement des  
eaux de tous les immeubles soutenus par l'USID sur les départements de la Corrèze (19), de la Creuse (23) et de la Haute-Vienne  
(87)- CCTP

Contrôle hebdomadaires				
<ul style="list-style-type: none"><li>- Nettoyage du local de pompage</li><li>- Contrôle visuel de l’absence de fuites</li><li>- Relève des index (compteur volumétrique, horamètre, compteur consommation électrique)</li><li>- Contrôle de fonctionnement de la sonde de mesure piézométrique</li><li>- Contrôle de l’absence de désordres (intégrité des ouvertures, grilles d’aération)</li><li>- Contrôle de l’environnement immédiat ( intégrité du PPI pour les captages AEP)</li><li>- Contrôle du bon fonctionnement et de l’installation de traitement (filtration et ou désinfection)</li></ul>	Trimestrielle	(entretien courant)		
Contrôle Mensuel				
<ul style="list-style-type: none"><li>- Analyse des données d’exploitation (bilan mensuel)</li></ul>			Mensuel	Remplir le livret de maintenance.
Contrôle Semestrielle				
<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle des périmètres clôturés rapprochés et immédiats, des maçonneries et tampons de fermeture des regards <u>y compris le regard isolé R5.</u></li></ul>			Semestrielle	Mars et Novembre Remplir le livret de maintenance.
Contrôle annuels				
<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle des équipements de production (isolement des pompes fonctionnement des sondes de niveau (mesures contradictoire), sécurité manque d’eau (test))</li><li>- Contrôle du bon fonctionnement des équipements hydrauliques (clapet AR, vannes d’isolement, ventouse, purges…)</li><li>- Transmission des données de prélèvement à l’agence de l’eau</li><li>- Contrôle de la qualité de l’eau (conformité évolution)</li><li>- Analyse des données de production et bilan de fonctionnement annuel</li><li>- Contrôle de la productivité (essais par palier afin d’appréhender l’évolution de la capacité de production de l’ouvrage)</li></ul>			Trimestrielle Remplir le livret de maintenance	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Vidange, contrôle intérieur, nettoyage et désinfection des regards <u>y compris le regard isolé R5.</u></li></ul>	Annuelle	Août. Remplir le livret de maintenance. Prendre des photos avant et après le nettoyage. Photos à envoyer au représentant du SID.		

Transmettre à l'USID les documents caractérisant l'ouvrage (DOE) pour conservation.

Tenir à jour le registre d'exploitation (volume pompés, débits, rabattements...), exploiter les ouvrages conformément aux préconisations techniques formulés, et aux limites mentionnés dans l'arrêté préfectorale (débit, rabattements maximum), maintenir des conditions d'exploitation conforme à l'usage (éviter tout risque de surexploitation de l'ouvrage et/ou de la nappe captée).

S'assurer de la qualité de l'eau distribué ainsi que du respect des servitudes associées aux différents périmètres de protection.

Suite aux interventions susceptibles d'avoir un impact sur l'eau et avant toute remise en eau, le titulaire devra faire réaliser des analyses d'eau pour s'assurer que la qualité de l'eau est conforme aux limites et références de qualité fixées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

**L'entretien des espaces verts aux abords des châteaux d'eau et des captages du camp de La Courtine sera réalisé par l'USID et ne fait pas partie du présent marché.**

Ne sont pas compris dans les prestations du titulaire, et donc à la charge de l'exploitant et de l'utilisateur :

- Le débroussaillage des chemins d'accès au PPI des points de captage de Grand Pré, Saint Loup et à la Fontaine mère.
- Le déneigement éventuel.

**Par commande hors forfait (BPU), tous les 5 à 10 ans (maximum) :**

Le remplacement des équipements de comptage (compteur mécanique, débitmètre, ...) doit être signaler à l'USID.

Le contrôle de la productivité (essais par paliers afin d'appréhender l'évolution de la capacité de production des ouvrages, la dépose des équipements de production pour effectuer un contrôle visuel des équipements (voir les absences de perforations, fuites ou autre anomalie) et au nettoyage.

Transmettre à l'USID les contrôles décennaux du forage (inspection de vérification) qui pourra se faire par contrôle vidéo de l'ouvrage sur toute sa hauteur également pour contrôle de l'étanchéité des cuvelages (visuel par diagraphie).

Transmettre à l'USID le contrôle de la productivité (flowmétrie, pompages essais) et le cas échéant la mise en œuvre d'un programme de nettoyage/ régénération des ouvrages.

### **10.2 - Station d'épuration**

Les prestations à réaliser, au titre du forfait, au cours de l'année et pour le site du camp bâti du quartier Général Benoit de La Courtine sont les suivantes.

<b>PRESTATIONS A REALISER</b>	<b>PERIODICITE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
- Vérification du bon fonctionnement des installations et maintien en bon état de fonctionnement.	3/semaine	Remplir le livret de maintenance.
- Nettoyage du dégrilleur.	3/semaine	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification du débit de la station.	3/semaine	Remplir le livret de maintenance. Télésurveillance
- Extraction des boues.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification en autocontrôle de la qualité des rejets.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Contrôle des niveaux d'huile des réducteurs,	Trimestrielle	Remplir le livret de maintenance.

graissage.		
- Vérification des moteurs électriques.	Trimestrielle	Remplir le livret de maintenance.
- Contrôle état mécanique général et vérification de l'ensemble des organes de sécurité des ponts brosses.	Mensuelle	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification de l'efficacité des 2 lits de séchage.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Vérification du bon fonctionnement de la pompe à boues.	Hebdomadaire	Remplir le livret de maintenance.
- Bilan de fonctionnement de la station sur vingt-quatre (24) heures conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 21 juillet 2015).	Mensuelle	Bilans à envoyer au représentant local du SID en signalant toute anomalie lors de résultat d'analyse non-conforme.

L'entretien des espaces verts aux abords de la STEU du camp de La Courtine sera réalisé par l'USID et ne fait pas partie du présent marché.

### **10.3 - Bacs à graisse et à féculés**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Pompage des installations.
- Curage hydrodynamique.
- Nettoyage haute pression des ouvrages, y compris les canalisations principales, de la partie en amont de l'effluent jusqu'au regard collecteur à l'intérieur des bâtiments, et de la partie aval.
- Vérification des écoulements en entrée et sortie de l'équipement.
- Désinfection des ouvrages et désodorisation des locaux.
- Maintien en état de propreté des sols et des abords immédiats (dégraissage des sols et des murs si besoin).
- Remise en eau de l'équipement après intervention.
- Evacuation des graisses et livraison dans un centre spécialisé (le titulaire s'engage à faire procéder à la destruction dans un centre de traitement agréé).
- Assurer la traçabilité des déchets via Trackdéchets.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.

**Nota : pour les ordinaires manœuvres du Camp (0077, 0116 et 0280) un curage des réseaux EU intérieurs (zones cuisine et plonge) sera effectué une fois par an au titre du forfait (PF 50).**

### **10.4 - Fosses, micro-station et poste de relevage**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Contrôle de l'environnement de l'équipement.
- Pompage et nettoyage.
- Vérification des arrivées et des départs.
- Vérification des installations électriques dédiées :
  - Tableau de commande.
  - Pompes, compresseur, turbine.
  - Canalisations électriques.
  - Asservissement du système.
  - Alarme.
- Vérification des installations mécaniques dédiées :
  - Clapets.
  - Vannes.
  - Flotteurs.
  - Crépines.
- Remise en eau de l'équipement après intervention.
- Evacuation et traitement des eaux pompées.
- Assurer les déchets via Trackdéchets.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.

**Nota : les équipements en question (art 10.4) du Camp de la Courtine seront directement traités via la STEU du Camp de la Courtine.**

### **10.5 - Séparateurs d'hydrocarbures, débourbeurs et dessableur**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Pompage des bacs hydrocarbures et débourbeurs, curage des boues et évacuation vers un centre agréé.
- Nettoyage des filtres pour les séparateurs équipés.
- Contrôle du bon fonctionnement et vérification du/des flotteur(s), du filtre, de l'alarme.
- Vérification du revêtement.
- Contrôle du bon fonctionnement de la ventilation, (veiller à ce qu'elle ne soit pas bouchée).
- Maintien en parfait état de propreté des abords immédiats.
- Remise en eau de l'équipement après intervention.
- Evacuation des hydrocarbures après décantation dans les cuves des camions.
- Vidange des liquides décantés, dans les cuves des camions, en entrée du séparateur.
- Assurer la traçabilité des déchets via Trackdéchets.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.



### **10.6 - Bassins d'orage et bassin de rétention**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Scarification.
- Curage et nettoyage des installations.
- Vérification de l'état général des équipements.
- Evacuation et traitement des eaux (boues) pompées.
- Assurer la traçabilité des déchets via Trackdéchets.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.

### **10.7 - Avaloirs, regards, canalisation, caniveaux, caniveaux à grille et décrotoir**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Curage et nettoyage des installations.
- Vérification de l'état général des équipements.
- Evacuation et traitement des eaux pompées.
- Assurer la traçabilité des déchets via Trackdéchets.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.

### **10.8 - Réseaux eaux usées**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Curage hydrodynamique des canalisations.
- Rédaction d'un compte-rendu écrit attestant du bon ou, le cas échéant, du mauvais état des installations.

### **10.9 Moines des étangs**

Les étangs concernés pour le nettoyage des moines sont situés sur le Camp de la Courtine, ils sont au nombre de 5. (Le Try, Vernière, Ilot 8, Ilot 17 et Coutéjoux).

Nota : Coutéjoux est situé dans la zone de tir ,la prestation de maintenance devra se faire en fonction du planning de Tir du camp de la Courtine.

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite sont les suivantes :

- Contrôle visuelle de l'état des moines.

- Nettoyage une surface de l'eau des tous les encombrants qui pourrait empêcher le passage naturel de l'eau.

#### **10.10- Cuves AEP**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes :

- Vidange sur site.
- Nettoyage et désinfection.

#### **10.11 - Cuves de neutralisation des acides**

Les prestations à réaliser au cours de chaque visite et pour tous les sites sont les suivantes (**Hors Forfait à la demande par BPU**):

- Vidange.
- Renouvellement du bloc calcaire.

### **ARTICLE 11. – LISTE DES EQUIPEMENTS ET PERIODICITE DES INTERVENTIONS**

Voir annexe 1 du CCTP.

### **ARTICLE 12 -MESURES DE PREVENTION – MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **12.1 - MAITRISE DES RISQUES**

Le chargé de prévention de l'exploitant est chargé de coordonner une visite préalable orientée Hygiène, Sécurité Conditions du Travail (HSCT) sur les sites et installations concernés par l'objet du présent marché. Les modes opératoires fournis par le titulaire permettront lors de cette visite d'analyser les risques d'interférences afin de rédiger les différents documents de prévention. Ces derniers documents sont établis par le chargé de prévention de l'utilisateur.

Aucune prestation ne peut démarrer avant la validation du plan de prévention par les deux parties.

Le plan de prévention doit être modifié chaque fois qu'un nouveau risque HSCT est identifié ou qu'un nouveau sous-traitant doit intervenir. Le titulaire doit informer l'ensemble de ses sous-traitants des risques liés à la prestation.

Le titulaire fournit à tous ses personnels œuvrant sur le site les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à l'exécution des différentes prestations. Ces EPI seront conformes à la réglementation en vigueur.

D'une manière générale, aucune dérogation au code du travail n'est autorisée.

Conformément à la réglementation, le personnel du titulaire doit être en mesure de présenter ses titres d'habilitation réglementaires.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures d'hygiène et de sécurité visant à éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers, et déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'instruction ministérielle n° 300611 du 16 mars 1998.

## **12.2 - BILAN DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Le titulaire fournit en fin d'année (31 décembre) au chargé de prévention les renseignements statistiques sur les accidents de travail survenus en cours d'année, suivant le tableau ci-après :

Nombre d'heures de travail	Nombre d'accidents avec arrêt (1)	Nombre de décès	Nombre de journées perdues	Taux légal de fréquence	Taux de gravité

(1) Y compris les accidents graves

## **12.3 - MESURES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur et les prescriptions générales et spécifiques applicables notamment aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), aux installations ouvrages travaux et activités sur l'eau. (IOTA) et/ou prises au titre du code de la Santé publique pour ce qui concerne les captages d'eau destinée à la consommation humaine relevant du ministère de la Défense.

Une copie des prescriptions particulières sera remise au titulaire en début de contrat.

## **ARTICLE 13 CLAUSE CYBER**

### **13.1 DISPOSITION CYBER**

Le titulaire du marché devra changer les mots de passe par défaut en cas de changement des automates.

Le titulaire devra respecter les exigences cyber décrit en annexe 4 du CCTP.